

Pontigny : la fondation Schneider pose ses conditions à la mairie, les laicards se taisent

Author : Rédaction Riposte Catholique

Categories : [Église en France](#), [En Une](#), [Summorum Pontificum](#)

Date : 1 décembre 2021

Pas de manifestation de libres penseurs comme près de Limoges, où des religieux s'installent pour faire revivre une abbaye et la rendre au culte [sont accueillis sous les lazzis et les sifflets](#). A Pontigny, où la fondation Schneider, préférée à la FSSP pour l'exploitation de l'abbaye, malgré une offre [moins-disante de 300.000 euros](#), entend [tordre le bras à la commune et privatiser plusieurs espaces publics](#), dont des parkings, les militants de la laïcité se taisent.

Néanmoins la liste des 13 conditions posées à la commune et à la Mission de France ressemble aussi à un prétexte facile pour se retirer du projet dont l'économie est en péril, comme le rappelle France 3 :

"Quand le Conseil régional cherche à vendre le logis abbatial de 6000m2 et les neuf hectares de terrain qui jouxtent l'abbaye, c'est la proposition de rachat de la fondation Schneider, à hauteur de 1,8 millions d'euros, qui retient son attention. Le projet prévoit la construction d'un hôtel-restaurant 4 étoiles, d'un musée dédié aux cisterciens et des salles de conférence. L'Abbaye reste la propriété de la commune.

Depuis, rien n'a avancé. Le porteur de projet n'a pas encore trouvé de partenaire privé pour l'exploitation de l'hôtel-restaurant en raison de la pandémie. Il a demandé un report de la date-butoir. Le 22 octobre dernier, la collectivité a accepté de prolonger la promesse de vente jusqu'au 20 janvier 2023.

Les habitants sont divisés sur ce retard. Pour le maire, Emmanuel Maufroy, les nouvelles exigences, la prolongation de la promesse de vente et la perspective de 400.000 visiteurs par an sont rassurants", pour les habitants, bien moins, d'autant que les conditions empêcheront les visiteurs d'individuels de se garer à proximité et donc de venir, et obligera à dévier la circulation des bus.

A l'époque, Julien Odoul (RN), dans l'opposition, avait [brocardé](#) le choix de la fondation Schneider par la région, qualifié de "*projet fumeux risqué*". Il avait aussi fustigé "*le manque de concertation et l'opacité dans ce dossier. Il y a un autre scandale que vous nierez : tout est ficelé depuis le début. Il n'y a pas eu de concertation ni avec les élus locaux, ni dans ce conseil régional*".

Verra-t-on le conseil régional de Bourgogne Franche-Comté, qui a déjà repoussé d'un an la date butoir de la vente, jusqu'en janvier 2023, revenir à la justice et à la raison ?